



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPEENNE**

**Bruxelles, le 31 janvier 2000**

**5506/00**

**LIMITE**

**JUSTCIV 3**

**NOTE**

---

des : Services de la Commission

---

au : Comité sur les questions de droit civil (Questions générales)

---

Objet : Réseau judiciaire européen en matière civile

---

Les délégations trouveront ci-joint un document de travail des services de la Commission établissant une première liste des autorités compétentes pour la coopération dans le domaine du droit civil désignées conformément aux conventions internationales applicables.

## Union européenne

p.m.

### **CONVENTION RELATIVE A LA SIGNIFICATION ET A LA NOTIFICATION DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRA JUDICIAIRES EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE**

établie par acte du Conseil du 26 mai 1997

COM(99)219 final

### **PROPOSITION DE DIRECTIVE DU CONSEIL RELATIVE A LA SIGNIFICATION ET A LA NOTIFICATION DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRA JUDICIAIRES EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE**

présentée par la Commission le 4 mai 1999

#### *Article 2 - Entités d'origine et entités requises*

1. Chaque État membre désigne les officiers ministériels, autorités ou autres personnes, ci-après dénommés "entités d'origine", compétents pour transmettre les actes judiciaires ou extrajudiciaires aux fins de signification ou de notification dans un autre État membre.
2. Chaque État membre désigne les officiers ministériels, autorités ou autres personnes, ci-après dénommés "entités requises", compétents pour recevoir les actes judiciaires ou extrajudiciaires en provenance d' un autre État membre.
3. Tout État membre peut désigner soit une seule entité d'origine et une seule entité requise, soit une seule entité chargée des deux fonctions. Les États fédéraux, les États dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur et les États ayant des unités territoriales autonomes ont la faculté d'en désigner plusieurs. Cette désignation sera valable pendant une période de cinq ans et pourra être renouvelée tous les cinq ans.
4. Chaque État membre communique à la Commission les informations suivantes:
  - a) les noms et adresses des entités requises visées aux paragraphes 2 et 3;
  - b) l'indication de leur ressort de compétence territoriale;
  - c) les moyens de réception dont ces entités disposent;et
  - d) les langues qui peuvent être utilisées pour compléter le formulaire modèle figurant en annexe.

Les États membres notifient à la Commission toute modification ultérieure de ces informations.

*Article 3 - Entité centrale*

Chaque État membre désigne une entité centrale chargée :

- a) de fournir des informations aux entités d'origine;
- b) de rechercher des solutions aux difficultés qui peuvent se présenter à l'occasion de la transmission des actes aux fins de signification ou de notification;
- c) de faire parvenir, dans des cas exceptionnels, à la requête de l'entité d'origine, une demande de signification ou de notification à l'entité requise compétente.

Les États fédéraux, les États dans lesquels plusieurs systèmes juridiques sont en vigueur et les États ayant des unités territoriales autonomes ont la faculté de désigner plusieurs entités centrales.

## Conférence de La Haye de Droit International Privé

p.m.:

n° 14

### CONVENTION RELATIVE A LA SIGNIFICATION ET LA NOTIFICATION A L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE

Conclue le 15 novembre 1965

*Ratifiée par: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède*

#### Article 2

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale qui assume (...) la charge de recevoir les demandes de signification ou de notification en provenance d'un autre Etat contractant et d'y donner suite.

L'Autorité centrale est organisée selon les modalités prévues par l'Etat requis.

#### Article 18

Tout Etat contractant peut désigner, outre l'Autorité centrale, d'autres autorités dont il détermine les compétences.

Toutefois, le requérant a toujours le droit de s'adresser directement à l'Autorité centrale.

Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

#### ALLEMAGNE

Les demandes de signification ou de notification seront adressées à l'Autorité centrale du Land dans lequel la demande respective doit être exécutée.

L'Autorité centrale prévue à l'article 2 et l'article 18, alinéa 3, de la Convention est pour le Land de:

##### Bade-Wurtemberg

Justizministerium  
Baden-Württemberg  
Schillerplatz 4  
70173 Stuttgart  
tel.: +49 (711) 279-0  
fax: +49 (711) 279-2264

##### Basse-Saxe

Niedersächsisches Ministerium der Justiz und für  
Europaangelegenheiten  
Am Waterlooplatz 1  
30169 Hannover  
tel.: +49 (511) 120-0  
fax: +49 (511) 120-5170 / 5181

##### Bavière

Präsidentin des Oberlandesgerichts München  
Prielmayerstrasse 5  
80097 München  
tel.: +49 (89) 5597-1  
fax: +49 (89) 5597-3575

Berlin	Senatsverwaltung für Justiz von Berlin Salzburger Strasse 21-25 10825 Berlin tel.: +49 (30) 9013-0 fax: +49 (30) 9013-2000
Brandebourg	Ministerium der Justiz und für Bundes- und Europaangelegenheiten des Landes Brandenburg Heinrich-Mann-Allee 107 14460 Potsdam tel.: +49 (331) 866-0 fax: +49 (331) 866-3080 / 3081
Brême	Der Präsident des Landsgerichts Domsheide 16 28195 Bremen tel.: +49 (421) 361-4253 fax: +49 (421) 361-6713
Hambourg	Präsident des Amtsgerichts Hamburg Sievekingplatz 1 20335 Hamburg tel.: +49 (40) 42843-0 fax: +49 (40) 42843-4318 / 4319
Hesse	Hessisches Ministerium der Justiz und für Europaangelegenheiten Luisenstrasse 13 65185 Wiesbaden tel.: +49 (611) 32-0 fax: +49 (611) 32-2763
Mecklembourg-Poméranie occidentale	Justizministerium des Landes Mecklenburg-Vorpommern Demmlerplatz 14 19053 Schwerin tel.: +49 (385) 588-0 fax: +49 (385) 588-3453
Rhénanie du Nord/Westphalie	Präsident des Oberlandesgerichts Düsseldorf Cecilienallee 3 40474 Düsseldorf tel.: +49 (211) 4971-0 fax: +49 (211) 4971-548
Rhénanie-Palatinat	Ministerium der Justiz des Landes Rheinland-Pfalz Ernst-Ludwig-Strasse 3 55116 Mainz tel.: +49 (6131) 16-0 fax: +49 (6131) 16-4887
Sarre	Ministerium der Justiz des Saarlandes Zähringerstrasse 12 66119 Saarbrücken tel.: +49 (681) 501-00 fax: +49 (681) 501-5855
Saxe	Präsident des Oberlandesgerichts Dresden (à partir du 1er janvier 2000) Postfach 12 07 32 01008 Dresden
Saxe-Anhalt	Ministerium für Justiz des Landes Sachsen-Anhalt Wilhelm-Höpfner-Ring 6 39116 Magdeburg tel.: +49 (391) 567-01 fax: +49 (391) 567-4226
Schleswig-Holstein	Ministerium für Justiz, Bundes- und Europaangelegenheiten des Landes Schleswig-Holstein Lorentzendam 35 24103 Kiel tel.: +49 (431) 988-0 fax: +49 (431) 988-3870

<p>Thuringe</p> <p>Thüringer Ministerium für Justiz und Europaangelegenheiten  Alfred-Hess-Strasse 8  99094 Erfurt  tel.: +49 (361) 37-95200  fax: +49 (361) 37-95155</p>
<p><b>BELGIQUE</b></p> <p>Conformément à l'article 2, alinéa premier, de la Convention, le Ministère de la Justice, Administration de la Législation, Place Poelaert 4, 1000 Bruxelles, est désigné comme Autorité centrale</p>
<p><b>DANEMARK</b></p> <p>ad art. 2 et 18, le Ministère de la Justice est désigné comme Autorité centrale.</p>
<p><b>ESPAGNE</b></p> <p>L'Etat espagnol désigne comme Autorité centrale pour délivrer les attestations, conforme au modèle annexé à la Convention:  la Dirección General de Codificación y Cooperación Jurídica Internacional, Ministerio de Justicia e Interior</p>
<p><b>FINLANDE</b></p> <p>The Ministry of Justice has been designated Central Authority, pursuant to the first paragraph of Article 2 of the Convention.</p>
<p><b>FRANCE</b></p> <p>Conformément aux dispositions des articles 2 et 18 de la Convention le Ministère de la Justice, Service Civil de l'Entraide Judiciaire Internationale, 13 Place Vendôme, Paris (1er) est désigné comme Autorité centrale à l'exclusion de toute autre autorité.</p>
<p><b>GRÈCE</b></p> <p>Le Gouvernement grec a désigné la Direction des Affaires Administratives et Judiciaires du Ministère des Affaires Etrangères de la République Hellénique en tant qu'Autorité centrale aux termes de l'article 2 de la Convention</p>
<p><b>IRLANDE</b></p> <p>The authority or judicial officer competent under the laws of Ireland for the purpose of Article 3 of the Convention are the Central Authority, a practising Solicitor, a County Registrar or a District Court Clerk.</p>
<p><b>ITALIE</b></p> <p>aux termes des art. 2 et 18, «l'Ufficio unico degli ufficiali giudiziari presso la corte d'appello di Roma» (le greffe auprès de la cour d'appel de Rome) est désigné comme Autorité centrale</p>
<p><b>LUXEMBOURG</b></p> <p>Le Parquet Général près la Cour Supérieure de Justice est désigné comme Autorité centrale au sens de l'article 2 de la Convention.</p>
<p><b>PAYS-BAS</b></p> <p>Le procureur du roi près le tribunal d'arrondissement de La Haye est désigné comme Autorité centrale, au sens de l'article 2 de la Convention, pour les Pays-Bas. Le parquet du procureur du roi est établi à La Haye, Juliana van Stolberglaan 2-4.</p> <p>En application de l'article 18, alinéa premier, de la Convention, le procureur du roi près d'un autre tribunal d'arrondissement que celui de La Haye est lui aussi habilité à recevoir et à donner suite aux demandes de signification ou de notification, conformément aux articles 3 à 6 de la Convention, dans le ressort de cet autre tribunal.</p>

**PORTUGAL**

La Direction Générale des Services Judiciaires du Ministère de la Justice a été désignée comme Autorité centrale conformément à l'article 2, alinéa premier, de la Convention

**ROYAUME-UNI**

In accordance with the provisions of Articles 2 and 18 of the Convention, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs is designated as the Central Authority; and the Senior Master of the Supreme Court, Royal Courts of Justice, Strand, London W.C.2, the Crown Agent for Scotland, Lord Advocate's Department, Crown Office, 9 Parliament Square, Edinburgh 1, and the Registrar of the Supreme Court \*, Royal Courts of Justice, Belfast 1, are designated as additional authorities for England and Wales, Scotland and Northern Ireland respectively.

**SUÈDE**

The Ministry for Foreign Affairs (address: Utrikesdepartementet, Juridiska byrån, Box 16121, S-103 23 Stockholm 16, Sweden) has been designated Central Authority.

n° 20.

## CONVENTION SUR L'OBTENTION DES PREUVES A L'ÉTRANGER EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE

Conclue le 18 mars 1970

*Ratifiée par: Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède*

### Article 2

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale qui assume la charge de recevoir les commissions rogatoires émanant d'une autorité judiciaire d'un autre Etat contractant et de les transmettre à l'autorité compétente aux fins d'exécution. L'Autorité centrale est organisée selon les modalités prévues par l'Etat requis.

Les commissions rogatoires sont transmises à l'Autorité centrale de l'Etat requis sans intervention d'une autre autorité de cet Etat.

### Article 24

Tout Etat contractant peut désigner, outre l'Autorité centrale, d'autres autorités dont il détermine les compétences. Toutefois, les commissions rogatoires peuvent toujours être transmises à l'Autorité centrale.

Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

### ALLEMAGNE

Les commissions rogatoires seront adressées à l'Autorité centrale du Land dans lequel la commission respective doit être exécutée. L'Autorité centrale prévue à l'article 2 et à l'article 24, alinéa 2, de la Convention est pour le Land de:

#### Bade-Wurtemberg

Justizministerium  
Baden-Württemberg  
Schillerplatz 4  
70173 Stuttgart  
tel.: +49 (711) 279-0  
fax: +49 (711) 279-2264

#### Basse-Saxe

Niedersächsisches Ministerium der Justiz und für  
Europaangelegenheiten  
Am Waterlooplatz 1  
30169 Hannover  
tel.: +49 (511) 120-0  
fax: +49 (511) 120-5170 / 5181

#### Bavière

Präsidentin des Oberlandesgerichts München  
Prielmayerstrasse 5  
80097 München  
tel.: +49 (89) 5597-1  
fax: +49 (89) 5597-3575

#### Berlin

Senatsverwaltung für Justiz von Berlin  
Salzburger Strasse 21-25  
10825 Berlin  
tel.: +49 (30) 9013-0  
fax: +49 (30) 9013-2000

#### Brandebourg

Ministerium der Justiz und für Bundes- und  
Europaangelegenheiten des Landes Brandenburg  
Heinrich-Mann-Allee 107  
14460 Potsdam  
tel.: +49 (331) 866-0

Brême	<p>fax: +49 (331) 866-3080 / 3081</p> <p>Der Präsident des Landgerichts Domsheide 16 28195 Bremen tel.: +49 (421) 361-4253 fax: +49 (421) 361-6713</p>
Hambourg	<p>Präsident des Amtsgerichts Hamburg Sievekingplatz 1 20335 Hamburg tel.: +49 (40) 42843-0 fax: +49 (40) 42843-4318 / 4319</p>
Hesse	<p>Hessisches Ministerium der Justiz und für Europaangelegenheiten Luisenstrasse 13 65185 Wiesbaden tel.: +49 (611) 32-0 fax: +49 (611) 32-2763</p>
Mecklembourg-Poméranie occidentale	<p>Justizministerium des Landes Mecklenburg-Vorpommern Demmlerplatz 14 19053 Schwerin tel.: +49 (385) 588-0 fax: +49 (385) 588-3453</p>
Rhénanie du Nord/Westphalie	<p>Präsident des Oberlandesgerichts Düsseldorf Cecilienallee 3 40474 Düsseldorf tel.: +49 (211) 4971-0 fax: +49 (211) 4971-548</p>
Rhénanie-Palatinat	<p>Ministerium der Justiz des Landes Rheinland-Pfalz Ernst-Ludwig-Strasse 3 55116 Mainz tel.: +49 (6131) 16-0 fax: +49 (6131) 16-4887</p>
Sarre	<p>Ministerium der Justiz des Saarlandes Zähringerstrasse 12 66119 Saarbrücken tel.: +49 (681) 501-00 fax: +49 (681) 501-5855</p>
Saxe	<p>Präsident des Oberlandesgerichts Dresden (à partir du 1er janvier 2000) Postfach 12 07 32 01008 Dresden</p>
Saxe-Anhalt	<p>Ministerium für Justiz des Landes Sachsen-Anhalt Wilhelm-Höpfner-Ring 6 39116 Magdeburg tel.: +49 (391) 567-01 fax: +49 (391) 567-4226</p>
Schleswig-Holstein	<p>Ministerium für Justiz, Bundes- und Europaangelegenheiten des Landes Schleswig-Holstein Lorentzendam 35 24103 Kiel tel.: +49 (431) 988-0 fax: +49 (431) 988-3870</p>
Thuringe	<p>Thüringer Ministerium für Justiz und Europaangelegenheiten Alfred-Hess-Strasse 8 99094 Erfurt tel.: +49 (361) 37-95200 fax: +49 (361) 37-95155</p>
<b>DANEMARK</b>	
Le Ministère de la Justice	

<p><b>ESPAGNE</b></p> <p>Ministerio de Justicia.-Secretaría General Técnica.-(San Bernardo 62, 28071 MADRID)</p>
<p><b>FINLANDE</b></p> <p>The Ministry of Justice</p>
<p><b>FRANCE</b></p> <p>Le Ministère de la Justice, service civil de l'entraide judiciaire internationale, 13, Place Vendôme -Paris 1er;</p>
<p><b>ITALIE</b></p> <p>Le Ministère des Affaires Etrangères.</p>
<p><b>LUXEMBOURG</b></p> <p>Le Parquet Général</p>
<p><b>PAYS-BAS</b></p> <p>Le procureur du Roi près le tribunal d'arrondissement de La Haye</p>
<p><b>PORTUGAL</b></p> <p>Direcção-Geral dos Serviços Judiciários du Ministère de la Justice</p>
<p><b>ROYAUME-UNI</b></p> <p>The Foreign and Commonwealth Office</p>
<p><b>SUEDE</b></p> <p>Le Ministère des Affaires Etrangères</p>

n° 28.

## **CONVENTION SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS**

(Conclue le 25 octobre 1980)

*Ratifiée par: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède*

### **CHAPITRE II – AUTORITÉS CENTRALES**

#### **Article 6**

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des organisations territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale des pouvoirs de chacune de ces Autorités. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle les demandes peuvent être adressées en vue de leur transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

#### **Article 7**

Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes dans leurs Etats respectifs, pour assurer le retour immédiat des enfants et réaliser les autres objectifs de la présente Convention.

En particulier, soit directement, soit avec le concours de tout intermédiaire, elles doivent prendre toutes les mesures appropriées:

- a) pour localiser un enfant déplacé ou retenu illicitement;
- b) pour prévenir de nouveaux dangers pour l'enfant ou des préjudices pour les parties concernées, en prenant ou faisant prendre des mesures provisoires;
- c) pour assurer la remise volontaire de l'enfant ou faciliter une solution amiable;
- d) pour échanger, si cela s'avère utile, des informations relatives à la situation sociale de l'enfant;
- e) pour fournir des informations générales concernant le droit de leur Etat relatives à l'application de la Convention;
- f) pour introduire ou favoriser l'ouverture d'une procédure judiciaire ou administrative, afin d'obtenir le retour de l'enfant et, le cas échéant, de permettre l'organisation ou l'exercice effectif du droit de visite;
- g) pour accorder ou faciliter, le cas échéant, l'obtention de l'assistance judiciaire et juridique, y compris la participation d'un avocat;
- h) pour assurer, sur le plan administratif, si nécessaire et opportun, le retour sans danger de l'enfant;

i) pour se tenir mutuellement informées sur le fonctionnement de la Convention et, autant que possible, lever les obstacles éventuellement rencontrés lors de son application.

**AUTRICHE / AUSTRIA**

Bundesministerium für Justiz  
Abteilung I 10  
Postfach 63  
A-1016 VIENNA  
Austria  
numéro de téléphone/telephone number: Secrétariat/Secretariat: +43 (1) 52152 2147  
numéro de télécopie/telex number: +43 (1) 52152 2829 ou/or +43 (1) 52152 2727  
adresse e-mail/e-mail address: [post@bmj.gv.at](mailto:post@bmj.gv.at)

**BELGIQUE / BELGIUM**

Ministère de la Justice  
Direction générale de la Législation civile et des Cultes  
Service Entraide judiciaire internationale en matière civile  
Boulevard de Waterloo 115  
1000 BRUXELLES  
numéro de téléphone/telephone number: +32 (2) 5426511  
numéro de télécopie/telex number: +32 (2) 5427006  
adresse e-mail/e-mail address: [Marie-ThereseDellaFaille@just.fgov](mailto:Marie-ThereseDellaFaille@just.fgov).

**DANEMARK / DENMARK**

Ministry of Justice (Justitsministeriet)  
Department of Private Law  
(Civilretsdirektoratet)  
Æbeløgade 1  
2100 COPENHAGEN Ø  
Denmark  
numéro de téléphone/telephone number: +45 33 92 33 02 (from 10.00 till 14.30)  
numéro de télécopie/telex number: +45 39 27 18 89  
adresse e-mail/e-mail address: [civildir@civildir.dk](mailto:civildir@civildir.dk)

**FINLANDE / FINLAND**

Ministry of Justice  
International Affairs  
PO Box 1  
00131 HELSINKI  
Finland  
numéro de télécopie/telex number: +358 (9) 1825 7524  
adresse e-mail/e-mail address: [central.authority@om.vn.fi](mailto:central.authority@om.vn.fi)

**FRANCE**

Bureau de l'Entraide Judiciaire en matière civile et commerciale (D3)  
Direction des Affaires Civiles et du Sceau  
Ministère de la Justice  
13, Place Vendôme  
75042 PARIS Cedex 01  
France  
numéro de télécopie/telex number: +33 (1) 44 86 14 06  
adresse e-mail/e-mail address: -

**ALLEMAGNE / GERMANY**

Der Generalbundesanwalt beim Bundesgerichtshof  
Heinemannstrasse 6  
53175 BONN  
Germany  
tel.: +49 (228) 580

<p>fax: +49 (228) 584800</p>
<p><b>GRECE / GREECE</b></p> <p>Ministère de la Justice  Direction de l'élaboration des lois  4ème section  ATHENES  Grèce  numéro de téléphone/telephone number: +30 (1) 771 4186  numéro de télécopie/telex number:  numéro de télécopie/telefax number: +30 (1) 770 7025  adresse e-mail/e-mail address: -</p>
<p><b>IRLANDE / IRELAND</b></p> <p>Department of Justice, Equality and Law Reform  43/49 Mespil Road  DUBLIN 4  Ireland  numéro de téléphone/telephone number: +353 (1) 667 0344  numéro de télécopie/telefax number: +353 (1) 667 0367  adresse e-mail/e-mail address: -</p>
<p><b>ITALIE / ITALY</b></p> <p>Ministero di Grazia e Giustizia  Ufficio Centrale per la Giustizia Minorile  Via Giulia 131  00186 ROME  Italy  numéro de téléphone/telephone number: +39 (6) 6880 2179 ; +39 (6) 687 5023  numéro de télécopie/telefax number: +39 (6) 6880 7087 ou/or +39 (6) 6880 8085  adresse e-mail/e-mail address: -</p>
<p><b>LUXEMBOURG</b></p> <p>Le Procureur Général d'Etat  Palais de Justice  Boîte postale 15  L-2010 LUXEMBOURG  Luxembourg  numéro de téléphone/telephone number: Secrétariat/Secretariat: +352 475981 336  numéro de télécopie/telefax number: +352 470550  adresse e-mail/e-mail address: -</p>
<p><b>PAYS-BAS / NETHERLANDS</b></p> <p>Ministerie van Justitie  Dienst Preventie, Jeugd en Sanctiebeleid  Staffbureau Juridische Zaken  Schedeldoekshaven 100  Postbus 20301  2500 EH THE HAGUE  Netherlands  numéro de téléphone/telephone number: +31 (70) 370 6408  numéro de télécopie/telefax number: +31 (70) 370 7507  adresse e-mail/e-mail address: -</p>
<p><b>PORTUGAL</b></p> <p>Instituto de Reinserção Social  Avenida Almirante Reis, 101  1150 LISBOA  Portugal  numéro de téléphone/telephone number: +351 (21) 317 6100  numéro de télécopie/telefax number: +351 (21) 317 6171  adresse e-mail/e-mail address: -</p>

**ESPAGNE / SPAIN**

Secretaría General Técnica  
Ministerio de Justicia  
Calle San Bernardo No 62  
28015 MADRID

Spain

numéro de téléphone/telephone number: +34 (91) 390 4405 ou/or +34 (91) 390 4273

numéro de télex/telex number: 22545

numéro de télécopie/telefax number: +34 (91) 390 4457 ou/or +34 (91) 522 1539

adresse e-mail/e-mail address: [a.pascual@sb.mju.es](mailto:a.pascual@sb.mju.es)

**SUEDE / SWEDEN**

Ministry for Foreign Affairs  
103 39 STOCKHOLM  
Sweden

numéro de téléphone/telephone number: Voir ci-dessous/See below

numéro de télex/telex number: 105 90 MINFOR S

numéro de télécopie/telefax number: +46 (8) 723 1176

adresse e-mail/e-mail address: [ud@foreign.ministry.se](mailto:ud@foreign.ministry.se)

**EMERGENCY NUMBERS**

Ministry of Foreign Affairs<> - During office hours 8.00 am - 5.00 pm: +46 (8) 405 1000

- After 6.00 pm: +46 (8) 405 5000

**ROYAUME-UNI / UNITED KINGDOM****POUR L'ANGLETERRE ET LE PAYS DE GALLES:**

The Child Abduction Unit  
Official Solicitors Department  
4th Floor

81 Chancery Lane  
LONDON WC2A 1DD

United Kingdom

numéro de téléphone/telephone number: +44 (171) 911 7047 (renseignements/enquiries)

numéro de télécopie/telefax number: +44 (171) 911 7248

adresse e-mail/e-mail address: -

**POUR L'IRLANDE DU NORD / FOR NORTHERN IRELAND**

Northern Ireland Court Service

Windsor House  
9-15 Bedford Street

BELFAST BT2 7LT

Northern Ireland

United Kingdom

numéro de téléphone/telephone number: +44 (1232) 328 594

numéro de télécopie/telefax number: +44 (1232) 439 110

adresse e-mail/e-mail address: -

**POUR L'ECOSSE / FOR SCOTLAND**

Office of the Secretary of State for Scotland

Scottish Executive Justice Department

Courts Administration, Civil Justice and International Division

Hayweight House

23 Lauriston Street

EDINBURGH EH3 9DQ

United Kingdom

numéro de téléphone/telephone number: +44 (131) 229 9200

numéro de télécopie/telefax number: +44 (131) 221 6894

adresse e-mail/e-mail address: -

n° 33.

## **CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ENFANTS ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE**

(conclue le 29 mai 1993)

*Ratifiée par: Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Suède*

### **CHAPITRE III – AUTORITÉS CENTRALES**

#### **Article 6**

1 Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

#### **Article 7**

1 Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs Etats pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

2 Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour:

a fournir des informations sur la législation de leurs Etats en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;

b s'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

#### **Article 8**

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.

#### **Article 9**

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur Etat, toutes mesures appropriées, notamment pour:

a rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;

b faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;

c promouvoir dans leurs Etats le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;

d échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;

e répondre, dans la mesure permise par la loi de leur Etat, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière

d'adoption formulées par d'autres Autorités centrales ou par des autorités publiques.

#### AUSTRIA / AUTRICHE

For the Federal Government:

Adresse/address:

Bundesministerium für Justiz (Federal Ministry of Justice)  
Abteilung I 10  
Postfach 63  
1016 WIEN

Numéro de téléphone/Telephone number:

+43 (1) 52152 2134

numéro de télécopie/telex number:

+43 (1) 52152 2829 ou/or +43 (1) 52152 2727

e-mail

[werner.schuetz@bmj.gv.at](mailto:werner.schuetz@bmj.gv.at)

For the State of Burgenland:

Adresse/address:

Burgenländische Landesregierung  
Abteilung 6 - Soziales  
Landhaus  
Europaplatz 1  
7001 EISENSTADT

Numéro de téléphone/Telephone number:

+43 (2682) 600 2324 ou/or +43 (2682) 600 2325

numéro de télécopie/telex number:

+43 (2682) 600 2865

e-mail

[post.soziales@bglld.gv.at](mailto:post.soziales@bglld.gv.at)

For the State of Carinthia:

Adresse/address:

Kärntner Landesregierung  
Abteilung 13 - Soziales, Jugend, Familie und Frau  
Arnulfplatz 2  
9201 KLAGENFURT

Numéro de téléphone/Telephone number:

+43 (463) 5363 1331

numéro de télécopie/telex number:

+43 (463) 5363 1300

e-mail

-

For the State of Lower Austria:

Adresse/address:

Niederösterreichische Landesregierung  
Abteilung GS/6  
Landhausplatz 1, Haus 14

3109 ST. PÖLTEN

Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (2742) 200 6412  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (2742) 200 6120  
e-mail  
-

For the State of Upper Austria:

Adresse/address:  
Oberösterreichische Landesregierung  
Abteilung Jugendwohlfahrt  
Altstadt 30  
4020 LINZ  
Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (732) 7720 5200  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (732) 7720 5328  
e-mail  
[albin.gsaxner@ooe.gv.at](mailto:albin.gsaxner@ooe.gv.at)

For the State of Salzburg:

Adresse/address:  
Salzburger Landesregierung  
Abteilung 3 - Soziales  
Fanny-von-Lehnert-Strasse 1  
Postfach 527  
5010 SALZBURG  
Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (662) 8042 3580  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (662) 8042 3883  
e-mail  
[ludwig.hummer@land-sbg.gv.at](mailto:ludwig.hummer@land-sbg.gv.at)

For the State of Styria:

Adresse/address:  
Steiermärkische Landesregierung  
Referat Jugendwohlfahrt  
Körblergasse 110  
8010 GRAZ  
Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (316) 877 3090  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (316) 877 5457  
e-mail  
[bettina.strasser@stmk.gv.at](mailto:bettina.strasser@stmk.gv.at)

For the State of Tyrol:

Adresse/address:  
Tiroler Landesregierung  
Abteilung Jugendwohlfahrt  
Eduard Wallnöfer Platz 1  
6020 INNSBRUCK  
Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (512) 508 2642  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (512) 508 2645  
e-mail  
-

For the State of Vorarlberg:

Adresse/address:  
Vorarlberger Landesregierung  
Abteilung IVa  
Landhaus  
6901 BREGENZ

Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (5574) 5112 4119  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (5574) 5112 4195  
e-mail  
[amtdvtr@vtr.gv.at](mailto:amtdvtr@vtr.gv.at)

For the State of Vienna:

Adresse/address:  
Wiener Landesregierung  
Magistratsabteilung 11  
Dezernat II - Jugendwohlfahrt  
Rüdengasse 11  
1030 WIEN  
Numéro de téléphone/Telephone number:  
+43 (1) 4000 90721  
numéro de télécopie/telex number:  
+43 (1) 4000 99 90705  
e-mail  
[zib@m11.magwien.gv.at](mailto:zib@m11.magwien.gv.at)

#### DANEMARK / DENMARK

Adresse/address:  
The Danish Ministry of Justice  
Department of Private Law (Civilretsdirektoratet)  
Æbeløgade 1  
2100 COPENHAGEN Ø  
Denmark  
numéro de téléphone/telephone number:  
+45 33 92 33 02  
numéro de télécopie/telex number:  
+45 39 27 18 89  
e-mail:  
[civildir@civildir.dk](mailto:civildir@civildir.dk)

#### ESPAGNE / SPAIN

Adresse/address:  
Dirección General de Acción Social, del Menor y  
de la Familia  
Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales  
MADRID  
Spain  
Numéro de téléphone/telephone number:  
+34 (91) 3478173  
Numéro de télécopie/telex number:  
+34 (91) 3478120  
e-mail:  
[elopez@mtas.es](mailto:elopez@mtas.es)

comunidad autónoma de andalucía

Dirección General de Atención al Niño  
Consejería de Asuntos Sociales de la Junta de Andalucía  
Avda. Héroes de Toledo, no 14  
41071 SEVILLA  
Tel.: +34 954554171 / 65  
Fax: +34 954554192  
E-mail: [dgan@arrakis.es](mailto:dgan@arrakis.es)

(Les renseignements mentionnés ci-dessus sont valables à partir du 26 février 1999)  
(The effective date of the above information is 26 February 1999)

comunidad autónoma de aragón

Dirección General de Bienestar Social  
Departamento de Bienestar Social y Trabajo de la Diputación General de Aragón  
Paseo María Agustín, 36  
50071 ZARAGOZA

comunidad autónoma del principado de asturias

Dirección Regional de Acción Social  
Consejería de Servicios Sociales del Principado de Asturias  
C/. General Elorza, 35  
33071 OVIEDO  
número de téléphone/telephone number: +34 (98) 510 65 37 ou/or +34 (98) 510 65 75  
número de télécopie/telex number: +34 (98) 510 65 75

comunidad autónoma de baleares

1. Conselleria de Sanidad y Asuntos Sociales  
Consell Insular d'Eivissa i Formentera  
Edificio Servicios Sociales  
C/Cosme Vidal Llaser s/n  
07800 IBIZA (Balears)  
tel.: +34 (971) 304168  
fax: +34 (971) 399094  
e-mail: [cief.general@bitel.es](mailto:cief.general@bitel.es)

2. Presidencia del Consell Insular de Menorca  
Camí des Castells, 28  
07702 MAHÓN (Menorca)

3. Consell de Mallorca  
Comissió de Benestar Social  
Servei d'Acció Social i Sanitat-Menors  
Carrer General Riera 67  
07010 PALMA DE MALLORCA  
tel.: +34 (971) 761294  
fax: +34 (971) 761952  
e-mail: [cipres@cim.net](mailto:cipres@cim.net)

comunidad autónoma de canarias

Dirección General de Protección del Menor y la Familia  
Consejería de Empleo y Asuntos Sociales  
Avda. San Sebastián, 53  
38071 SANTA CRUZ DE TENERIFE

comunidad autónoma de cantabria

Dirección Regional de Bienestar Social  
Consejería de Sanidad, Consumo y Bienestar Social de la Diputación Regional de Cantabria  
C/. Lealtad, 23  
39071 SANTANDER

comunidad autónoma de castilla-la mancha

Dirección General de Servicios Sociales  
Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha  
Avda. de Francia, 4  
45071 TOLEDO  
tel.: +34 (925) 267202  
fax: +34 (925) 268997  
e-mail: [jlmartinez@jccm.es](mailto:jlmartinez@jccm.es)

comunidad autónoma de castilla-léon

Gerencia de Servicios Sociales  
Consejería de Sanidad y Bienestar Social de la Junta de Castilla y León  
Padre Francisco Suárez, 2  
47071 VALLADOLID

comunidad autónoma de cataluña

Instituto Catalán del Acogimiento y de la Adopción  
Generalitat de Catalunya  
Aragó, 332  
08009 BARCELONA  
tel.: +34 (93) 2140100

fax: +34 (93) 2140241  
e-mail: [w.galleg.l@correu.gencat.es](mailto:w.galleg.l@correu.gencat.es)

comunidad autónoma de extremadura

Dirección General de Servicios Sociales Especializados  
Consejería de Bienestar Social de la Junta de Extremadura  
C/ Paseo de Roma s/n  
06800 MÉRIDA (badajoz)  
tel.: +34 (924) 385348  
fax: +34 (924) 385360

comunidad autónoma de galicia

Dirección General de la Familia  
Consejería de Familia, Mujer y Juventud  
Edificio San Caetano, s/n  
15771 SANTIAGO DE COMPOSTELA  
tel.: +34 (981) 544655  
fax: +34 (981) 544634  
e-mail: [trey.barreiro@xunta.es](mailto:trey.barreiro@xunta.es)

comunidad autónoma de la rioja

Dirección General de Bienestar Social  
Consejería de Salud, Consumo y Bienestar Social  
C/. Villamendiana, 17  
26071 LOGROÑO

comunidad autónoma de madrid

Instituto Madrileño del Menor y la Familia  
Consejería de Sanidad y Servicios Sociales  
C/. Gran Vía, 14  
28071 MADRID  
tel.: +34 (91) 5803615  
fax: +34 (91) 5803747  
e-mail: [esperanza.garcia@comadrid.es](mailto:esperanza.garcia@comadrid.es)

comunidad autónoma de la región de murcia

Instituto de Servicios Sociales  
Consejería de Sanidad y Política Social  
C/. Alonso Espejo, s/n  
30007 MURCIA  
tel.: +34 (968) 362091, ext. 3571  
fax: +34 (968) 362095  
e-mail: [JesusA.Salmeron@carm.es](mailto:JesusA.Salmeron@carm.es)

comunidad autónoma de navarra

Instituto Navarro de Bienestar Social  
Departamento de Bienestar Social, Deporte y Juventud  
C/. González Tablas, s/n  
31071 PAMPLONA

comunidad autónoma del país vasco

1. Departamento de Bienestar Social de la Diputación Foral de Alava  
C/. General Alava, 10  
01071 VITORIA
2. Departamento de Acción Social de la Diputación Foral de Vizcaya  
C/. Gran Vía, 26  
48009 BILBAO
3. Departamento de Servicios Sociales de la Diputación Foral de Gipuzkoa  
Sección de Infancia y Juventud  
Avda. de la Libertad, 17-19, 4a planta  
20071 SAN SEBASTIÁN

tel.: +34 (943) 482554  
fax: +34 (943) 421866  
e-mail: [Progespec@gizartez.gipuzkoa.net](mailto:Progespec@gizartez.gipuzkoa.net)

comunidad autónoma de valencia

Conselleria de Bienestar Social  
Dirección General de la Familia, Menor y Adopciones  
Paseo Alameda, 16  
46010 VALENCIA  
numéros de téléphone/telephone numbers: +34 (96) 3866968/56 + 3869844 + 3867221  
numéro de télécopie/telefax number: +34 (96) 3866777  
e-mail: [marife.gomez@trabajo.m400.gva.es](mailto:marife.gomez@trabajo.m400.gva.es)

la ciudad de ceuta

Dirección General de Acción Social, del Menor y de la Familia  
c/ José Abascal, 39  
28003 MADRID

la ciudad de melilla

Consejería de Bienestar Social y Sanidad  
Avda. de la Marina Española, 12  
52004 MELILLA

autoridad central para la transmisión de comunicaciones

Dirección General de Acción Social, del Menor y de la Familia  
Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales  
c/ José Abascal, 39  
28003 MADRID

#### **FINLANDE / FINLAND**

Adresse/address

The Finnish Board of Intercountry Adoption  
Affairs  
Ministry of Social Affairs and Health  
Kirkkokatu 14  
00170 HELSINKI  
Finland

numéro de téléphone/telephone number:

+358 (9) 160 1

numéro de télécopie/telefax number:

+358 (9) 160 3816

e-mail:

-

#### **FRANCE**

Adresse/address

Mission de l'adoption internationale  
Ministère des Affaires Etrangères  
244 boulevard Saint-Germain  
75303 PARIS 07 SP  
France

numéro de téléphone/telephone number:

+33 (1) 4317 9090 (pour le public)

+33 (1) 4317 8991 (pour les autorités)

numéro de télécopie/telefax number:

+33 (1) 4317 9344

e-mail:

[mai@diplomatie.fr](mailto:mai@diplomatie.fr) (pour le public)

[autorite.centrale@diplomatie.fr](mailto:autorite.centrale@diplomatie.fr) (pour les  
autorités)

website:

<http://www.diplomatie.fr/MAI>

**PAYS-BAS / NETHERLANDS**

Adresse/address:

Ministry of Justice, Prevention, Youth and  
Sanction Policy Department  
PO Box 20301  
2500 EH THE HAGUE

Numéro de téléphone/telephone number:  
+31 (70) 370 6408

Numéro de télécopie/telex number:  
+31 (70) 370 7507

e-mail:  
[jvrooman@best-dep.minjus.nl](mailto:jvrooman@best-dep.minjus.nl)

**SUÈDE / SWEDEN**

adresse/address:

Swedish National Board of Intercountry  
Adoptions (NIA)  
Box 22086  
104 22 STOCKHOLM  
Sweden

numéro de téléphone/telephone number:  
+46 (8) 651 92 92

numéro de télécopie/telex number:  
+46 (8) 650 4110

e-mail:  
[adoption@nia.se](mailto:adoption@nia.se)

Conseil de l'Europe

STE n° 62

**CONVENTION EUROPÉENNE DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION SUR LE DROIT ÉTRANGER**

(conclue le 7.VI.1968)

*Ratifiée par: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède*

*Article 2 - Organes nationaux de liaison*

1. Pour l'application de la présente Convention, chaque Partie contractante créera ou désignera un organe unique (ci-après dénommé «organe de réception») qui sera chargé :
  - a de recevoir les demandes de renseignements visés au paragraphe 1 de l'article 1er, qui proviennent d'une autre Partie contractante ;
  - b de donner suite à ces demandes, conformément à l'article 6.Cet organe devra être un service ministériel ou un autre organe étatique.
2. Chaque Partie contractante aura la faculté de créer ou désigner un ou plusieurs organes (ci-après dénommés «organes de transmission») chargés de recevoir les demandes de renseignements provenant de ses autorités judiciaires et de les transmettre à l'organe de réception étranger compétent. La tâche dévolue à l'organe de transmission pourra être confiée à l'organe de réception.
3. Chaque Partie contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de son organe de réception et, s'il y a lieu, de son ou de ses organes de transmission.

<b>AUSTRIA/AUTRICHE</b>	<i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i>	
	Bundesministerium für Justiz Museumstrasse 12 A - 1016 WIEN	
<b>BELGIUM/BELGIQUE</b>	<i>Receiving agency/Organe de réception :</i>	
	Ministère de la Justice Administration de la Législation Boulevard de Waterloo, 115 B - 1000 BRUXELLES	Ministerie van Justitie Bestuur der Wetgeving Waterloolaan, 115 B - 1000 BRUSSEL
	<i>Transmitting agency/Organe de transmission :</i>	
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement Bibliothèque Juridique	Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking Juridische Bibliotheek

	Rue des Petits Carmes, 15 B - 1000 BRUXELLES	Karmelietenstraat, 15 B - 1000 BRUSSEL
<b>DENMARK/DANEMARK</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Justitsministeriet Slotsholmsgade 10 DK - 1216 COPENHAGEN</p>	
<b>FINLAND/FINLANDE</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Ministry of Justice/Ministère de la Justice PL 1, SF-00131 HELSINKI Tel : 358-0-12851 Fax : 358-0-1825430</p>	
<b>FRANCE</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Bureau du Droit européen et international Ministère de la Justice 13, place Vendôme F - 75042 PARIS CEDEX 01</p>	
<b>FED. REP. OF GERMANY/ REP. FED. D'ALLEMAGNE :</b>	<p><i>Receiving agency/Organe de réception :</i></p> <p>Der Bundesminister der Justiz Heinemannstrasse 6 D - 5300 BONN 2</p> <p><i>Transmitting agency/Organe de transmission :</i></p> <p><i>a) for requests emanating from the Federal Constitutional Court or the Federal Courts/ pour les demandes émanant de la Cour constitutionnelle fédérale ou des Cours fédérales :</i></p> <p>Der Bundesminister der Justiz Heinemannstrasse 6 D - 5300 BONN 2</p> <p><i>b) for requests emanating from the Tribunals of a "Land"/ pour les demandes émanant des tribunaux d'un "Land" :</i></p> <p>Die Justizministerien der Länder</p>	
<b>GREECE/GRECE</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Institut Hellénique de droit international et étranger/ Hellenic Institute for International and Foreign Law 73, rue Solonos GR - ATHENES 106 79</p>	

<b>ITALY/ITALIE</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Ministero di Grazia e Giustizia Via Arenula, 70 I - 00186 ROMA</p>
<b>LUXEMBOURG</b>	<p><i>Receiving agency/Organe de réception :</i></p> <p>Ministère de la Justice 16, Boulevard Royal L - LUXEMBOURG VILLE</p>
<b>NETHERLANDS/PAYS-BAS</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p><i>a) for the information referred to in Article 1 of the Convention/ pour les informations relatives à l'Article 1 de la Convention :</i></p> <p>Ministry of Justice Main Division of Private Law Schedeldoekshaven 100 THE HAGUE</p> <p><i>b) for the information referred to in Article 1 of the Additional Protocol/ pour les informations relatives à l'Article 1 du Protocole additionnel :</i></p> <p>Ministry of Justice Division of Public and Penal Law P.O. Box 20301 2500 EH THE HAGUE</p>
<b>PORTUGAL</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Procuradoria Geral da Republica Gabinete de Documentação e Direito Comparado Rua Escola Politecnica 140 P - 1200 LISBOA</p>
<b>SPAIN/ESPAGNE</b>	<p><i>Central Authority/Autorité centrale:</i></p> <p>Ministerio de Justicia, Secretaría General Técnica, San Bernardo, 45, 28071 MADRID, Espana</p>
<b>SWEDEN/SUEDE</b>	<p><i>Receiving and transmitting agency/ Organe de réception et de transmission :</i></p> <p>Ministry for Foreign Affairs/ Ministère des Affaires étrangères Box 16.121                      S - 103.23 STOCKHOLM</p>

**UNITED KINGDOM// ROYAUME-UNI**

Receiving and transmitting agency/  
Organe de réception et de transmission :

(With extension to Jersey)  
(Avec extension à l'Ile de Jersey)  
Foreign and Commonwealth Office  
Legal and Executive Branch  
King Charles Street  
GB - LONDON SW1

**CONVENTION RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT D'UN SYSTÈME D'INSCRIPTION DES TESTAMENTS**

(conclue le 16.V.1972)

*Article 1*

Les Etats contractants s'engagent à établir, selon les dispositions de la présente Convention, un système d'inscription des testaments, afin de faciliter, après le décès du testateur, la découverte de son testament.

*Article 2*

Pour l'application de la présente Convention, chacun des Etats contractants créera ou désignera un organisme unique ou plusieurs organismes qui seront chargés des inscriptions prévues par la Convention et qui répondront aux demandes de renseignements présentées conformément au paragraphe 2 de l'article 8.

*Article 3*

1. En vue de faciliter les liaisons internationales, chacun des Etats contractants devra désigner un organisme national qui, par la voie directe:
  - a fera procéder, dans les autres Etats contractants, aux inscriptions prévues à l'article 6
  - b recevra les demandes de renseignements provenant des organismes nationaux des autres Etats contractants et y donnera suite dans les conditions prévues à l'article 8.
2. Chacun des Etats contractants communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de l'organisme national désigné en vertu du paragraphe précédent.

<b>BELGIUM/BELGIQUE</b>	Fédération Royale des Notaires de Belgique - CRT Rue de la Montagne, 34 Boîte Postale 11 1000 BRUXELLES (in French/en français)  Koninklijke Federatie van Belgische Notarissen - CRT Bergstraat 34 - Bus 11 1000 BRUSSEL (in Dutch/en néerlandais)
<b>FRANCE</b>	Conseil Supérieur du Notariat 31, rue du Général Foy 75008 PARIS
<b>ITALY/ITALIE</b>	Amministrazione Archivi Notarili nella persona del Direttore avente qualifica di Conservatore del registro generale dei Testamenti via Padre Semeria, 99 ROMA

<b>LUXEMBOURG</b>	Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Plateau du St. Esprit, LUXEMBOURG
<b>PAYS-BAS</b>	Ministry of Justice THE HAGUE
<b>PORTUGAL</b>	Conservatória dos Registos Centrais Rua Rodrigo da Fonseca 198/202 1000 LISBOA
<b>SPAIN/ESPAGNE</b>	Autorité centrale:  Ministerio de Justicia, Secretaría General Técnica, San Bernardo, 45, 28071 Madrid, España

STE n° 160

**CONVENTION EUROPÉENNE SUR L'EXERCICE DES DROITS DES ENFANTS**

(Conclue le 25.I.1996)

*Article 12*

1. Les Parties encouragent, par l'intermédiaire d'organes qui ont, entre autres, les fonctions visées au paragraphe 2, la promotion et l'exercice des droits des enfants.
2. Ces fonctions sont les suivantes:
  - a faire des propositions pour renforcer le dispositif législatif relatif à l'exercice des droits des enfants;
  - b formuler des avis sur les projets de législation relatifs à l'exercice des droits des enfants;
  - c fournir des informations générales concernant l'exercice des droits des enfants aux médias, au public et aux personnes ou organes s'occupant des questions relatives aux enfants;
  - d rechercher l'opinion des enfants et leur fournir toute information appropriée.

STE n° 92

**ACCORD EUROPÉEN SUR LA TRANSMISSION DES DEMANDES D'ASSISTANCE JUDICIAIRE**

(Conclu le 27.I.1977)

*Ratifié par: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède*

*Article 2*

1. Chaque Partie contractante désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre directement les demandes d'assistance judiciaire à l'autorité étrangère désignée ci-après.
2. Chaque Partie contractante désigne également une autorité centrale réceptrice chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire provenant d'une autre Partie contractante et d'y donner suite. Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales.

**Autriche**

Ministère de la Justice  
Museumstrasse 7  
1070 WIEN

<p><b>Belgique</b></p> <p>Ministère de la Justice Boulevard de Waterloo 115 1000 Bruxelles</p>
<p><b>Danemark</b></p> <p>Department of Private Law Aabeloegade 1 2100 Copenhagen</p>
<p><b>Finlande</b></p> <p>Ministère de la Justice Eteläesplanadi 10 00130 Helsinki</p>
<p><b>France</b></p> <p>Ministère de la Justice Direction des Affaires civiles et du sceau Bureau de l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale 13, place Vendôme 75001 Paris</p>
<p><b>Irlande</b></p> <p>Legal Aid Board St Stephen's Green House Earlsfort Terrace Dublin 2</p>
<p><b>Luxembourg</b></p> <p>Ministère de la Justice 16, Boulevard royal 2934 Luxembourg</p>
<p><b>Portugal</b></p> <p>Ministère de la Justice Direction générale des services judiciaires Av. Casal Ribeiro 48 1096 – Lisbonne</p>
<p><b>Espagne</b></p> <p>Ministère de la Justice San Bernardo 62 28007 Madrid</p>
<p><b>Suède</b></p> <p>Ministère de la Justice 103 33 Stockholm</p>

**Royaume-Uni**

Ministère de la Justice  
(Lord Chancellor's Department)  
Legal Department, Legal Aid Board  
85, Grays Inn Road  
London WC1X

**CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE GARDE DES ENFANTS ET LE RÉTABLISSEMENT DE LA GARDE DES ENFANTS**

(Conclue le 20.V.1980)

*Ratifiée par: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède*

*Article 2*

1. Chaque Etat contractant désignera une autorité centrale qui exercera les fonctions prévues dans la présente Convention.
2. Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales dont ils déterminent les compétences.
3. Toute désignation effectuée en application du présent article doit être notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

*Article 3*

1. Les autorités centrales des Etats contractants doivent coopérer entre elles et promouvoir une concertation entre les autorités compétentes de leurs pays respectifs. Elles doivent agir avec toute la diligence nécessaire.
2. En vue de faciliter la mise en œuvre de la présente Convention, les autorités centrales des Etats contractants:
  - a assurent la transmission des demandes de renseignements émanant des autorités compétentes et qui concernent des points de droit ou de fait relatifs à des procédures en cours;
  - b se communiquent réciproquement sur leur demande des renseignements concernant leur droit relatif à la garde des enfants et son évolution;
  - c se tiennent mutuellement informées des difficultés susceptibles de s'élever à l'occasion de l'application de la Convention et s'emploient, dans toute la mesure du possible, à lever les obstacles à son application.

**Allemagne**

The Public Prosecutor General  
of the Federal Court of Justice  
Neuenburger Strasse 15  
1000 BERLIN 61  
(Adresse postale : PO Box 11 O6 29  
1000 BERLIN 11)  
Télécopieur : (030) 25 96 397  
Personnes à contacter :  
En langue allemande ou anglaise :  
Mlle Ria BECHER, Tél. N° (030) 2596-344  
En langue allemande ou anglaise :  
Mlle Regine MASPFUHL, Tél. N° (030) 2596-309  
En langue allemande ou anglaise:  
Mlle Birgit GILDENAST, Tél. N° (030) 2596-283

	<p>En langue allemande ou anglaise:  Mlle Barbara SCHUCK, Tél. N° (030) 2596-282  En langue allemande ou anglaise:  M. Bernd PFEIFFER, Tél. N° (030) 2596-296</p>
<b>Autriche</b>	<p>Ministère Fédéral de la Justice  Département I 10  Neustiftgasse 2  A - 1070 WIEN  Adresse postale : Postfach 63  A - 1016 WIEN  Télécopieur : (222) 52152-727  Telex 13.1264  <u>Personnes à contacter :</u>  En langue allemande ou anglaise :  M. W. SCHÜTZ, Tél. N° (222) 52152-134  En langue allemande ou anglaise :  M. I. TARKO, Tél. N° (222) 52152-282</p>
<b>Belgique</b>	<p>Ministère de la Justice  Administration des Affaires civiles et des Cultes  Service de l'entraide judiciaire internationale  Boulevard de Waterloo, 115  B - 1000 BRUXELLES  Tél. N° (32.2) 542 6511  Télécopieur : (32.2) 542 70 06  <u>Personnes à contacter :</u>  En langue française, néerlandaise ou anglaise :  Mme Irène LAMBRETH,  ligne directe (32.2) 542 67 61  En langue néerlandaise :  Mme Marijke STERCK,  ligne directe : (32.2) 542 67 46  En langue française :  M. Phillippe BARTHELEMY  ligne directe : (32.2) 542 67 45</p>
<b>Danemark</b>	<p>Ministère de la Justice (Justitsministeriet)  Département du Droit Privé (Civilretsdirektoratet)  Aebeløgade 1  DK-2100 Kobenhavn Ø  Télécopieur : (45) 39 27 18 89  <u>Personnes à contacter :</u>  En langue danoise ou anglaise  Mme Gitte CORDES  Tél. N° (45) 33 92 29 01 (ligne directe) ou  (45) 39 27 28 81 (ligne directe)  En langue danoise ou anglaise  Mme Jonna WAAGE  Tél. N° (45) 33 92 29 12</p>
<b>Espagne</b>	<p>Autorité centrale:   Ministerio de Justicia,  Secretaría General Técnica,  San Bernardo, 45,  28071 Madrid,  España</p>
<b>Finlande</b>	<p>Ministère de la Justice  Eteläesplanadi 10  P O Box 1</p>

	<p>SF-00131 HELSINKI  Télécopieur : (358) 0 1825224  <u>Personnes à contacter</u> :  M. Hannu TAIMISTO  Senior Ministerial Secretary  Tél. N° (358) 0 1825327  Mme Mirja KURKINEN  Senior Ministerial Secretary  Tél. N° (358) 0 1825321</p>
<b>France</b>	<p>Ministère de la Justice  Service des Affaires Européennes et Internationale  Bureau du Droit International et de l'Entraide Judiciaire  Internationale en matière civile et commerciale (L1)  13, place Vendôme  75042 PARIS Cedex 01  Télécopieur: (1) 44 86 14 06  <u>Personnes à contacter</u> :  En langue anglaise ou française :  Mme Françoise Thomas SASSIER  Magistrat  Tél. N° (1) 44 86 14 66  Mme Paule PERRIOLLAT  Rédactrice  Tél. N° (1) 44 86 14 65  Mlle Catherine MARTIN  Rédactrice  Tél. N° (1) 44 86 14 76</p>
<b>Grèce</b>	<p>Ministère de la Justice  Direction de Préparation des Lois  Section 4  96 Ave. Mesogeion  115 27 ATHENES  Télécopieur : (030) 77 07 025 ou 77 14 186  Personne à contacter en langue grecque ou anglaise :  Mme Pari KONTODIOU ET Mme Argyro ELEFThERiADOU,  Tél. N° (030) 77 14 186</p>
<b>Irlande</b>	<p>Department of Equality and Law Reform  43/49 Mespil Road  DUBLIN 4  Tél. N° (01) 66 70 344  Télécopieur: (01) 66 70 367  <u>Personnes à contacter</u>:  En langue anglaise : Mrs Anne FARREL</p>
<b>Italie</b>	<p>Ministerio di Grazia e Giustizia  Ufficio centrale per la giustizia minorile  ROMA</p>
<b>Luxembourg</b>	<p>Le Procureur Général d'Etat  Palais de Justice  B.P. 15  L-2010 LUXEMBOURG  Télécopieur : 47 05 50  <u>Personnes à contacter</u> :  En langue française, anglaise ou allemande:  M. C. NICOLAY, Tél. N° 47 59 81 278  En langue française, anglaise ou allemande:  M. N. EDON, Tél. N° 47 59 81 332  Secrétariat : Tél. N° 47 59 81 336</p>

<p><b>Pays-Bas</b></p>	<p>Legal Affairs Support Unit Prevention, Youth Protection and Probation Service Ministry of Justice The Hague</p> <p><u>Persons to contact :</u></p> <p>Ms. C.A.H. Aben Tel: (070) 370 62 52 Mr. J.A.T. Vroomans Tel: (070) 370 77 59 Mr. W.J. Augustijn Tel: (070) 370 62 14 fax : (070) 370 79 17</p>
<p><b>Portugal</b></p>	<p>INSTITUTO DE REINserÇÃO SOCIAL Av. Almirante Reis, 101, 7º 1197 LISBOA CODEX Portugal</p> <p>Tel : 352 47 09 Fax : 352 15 82</p> <p><u>Personnes à contacter :</u> En langue portugaise, anglaise ou française : En langue portugaise ou française : En langue portugaise, anglaise ou française :</p>
<p><b>Suède</b></p>	<p>Ministry for Foreign Affairs Legal Division, R2 Malm Morgsgatan 3 Box 16121 S - 103 23 STOCKHOLM Télécopieur : (46.8) 723 11 76 Personne à contacter : En langue suédoise, anglaise, française ou allemande: M. Agneta LUNDVALL : Tél. N° (46.8) 786 60 38 ou (46.8) 786 60 00</p>
<p><b>Royaume-Uni</b></p>	<p><u>Pour l'Angleterre et le Pays de Galles</u></p> <p>The Child Abduction Unit Official Solicitors Department 4th floor 81 Chancery Lane LONDON WC2A 1D Tél. N° (44.1) 071 911 7127 Télécopieur : (44.1) 071 911 7105 <u>Personnes à contacter :</u> En langue anglaise, italienne ou française : Mlle Diana HULIN, Tél. N° 071-911 7047 En langue anglaise ou française : Mlle Sarah EVANS, Tél. N° 071-911 7047</p> <p><u>Pour l'Ecosse</u></p> <p>The Scottish Courts Administration 26/27 Royal Terrace GB - EDINBURGH EH7 5AH Télécopieur : 031 556 3604</p> <p><u>Personnes à contacter :</u> En langue anglaise : Mme Susan SUTHERLAND Tél. N° (031) 556 0755, poste 208 En langue anglaise : M. Gordon TEMPLE</p>

Tél. N° (031) 556 0755, poste 211

Pour l'Irlande du Nord

Northern Ireland Court Service

Windsor House

9/15 Bedford Street

GB - BELFAST BT2 7LT

Télécopieur : Northern Ireland 328 594 poste 235

Personne à contacter :

En langue anglaise : M. J. W. BAILIE, Tél. N° (0232) 228594

Commission internationale de l'état civil

N° 9

**CONVENTION RELATIVE AUX DECISIONS DE RECTIFICATION D'ACTES DE L'ETAT CIVIL**

Signée le 10 septembre 1964

*Ratifiée par: Allemagne, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas*

*Article 5*

Les autorités habilitées à adresser ou à recevoir les transmissions ou les notifications sont, pour chaque Etat contractant, désignées en annexe à la présente convention

Ces autorités peuvent correspondre directement

<b>Allemagne</b> Standesamt I Berlin Rheinstrasse 54 1000 Berlin 41
<b>Espagne</b> Le ministère de la Justice
<b>France</b> Le ministère de la Justice
<b>Luxembourg</b> Le ministère de la Justice
<b>Pays-Bas</b> Le ministère de la Justice